

L'ÉDUCATION NATIONALE

prise pour **CIBLE**



**Pour aujourd'hui, mais aussi pour demain
exigeons un plan d'urgence pour nos écoles**

toutes et tous en GRÈVE LE 26 JANVIER



En affirmant « *L'Éducation nationale, notre majorité l'a particulièrement choyée, et nous allons continuer de le faire* », J.Castex confirme la logique du « *Plus c'est gros, plus ça passe* » au sein du gouvernement.

Alors qu'en France la dépense pour l'Éducation est inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE (8% des dépenses publiques contre 11%), le **budget 2021 est loin de traduire une ambition éducative**. Avec un état de fatigue jamais atteint et un épuisement dû à la dégradation de leurs conditions de travail, les personnels de l'Éducation ont des exigences. Cependant, entre atermoiements et improvisation permanente, JM **Blanquer reste sourd** à leurs aspirations et à nos revendications. Alors qu'il y a **urgence**, il persiste à ignorer la situation dans les écoles pour les personnels et les élèves et poursuit sa politique destructive.

URGENCE

**à augmenter nos salaires
et réduire les inégalités Femmes-Hommes**

Les chiffres sont terribles. Nos salaires arrivent à la 20ème position du classement de l'OCDE, nous perdons 18% de notre pouvoir d'achat par rapport à l'indice des prix depuis 2000 et un-e PE en début de carrière commence avec 1,25 SMIC. Nous sommes **sous-payé-es** par rapport à nos homologues européens.

De plus, les **inégalités entre les femmes et les hommes** perdurent avec 13% d'écart entre les salaires. Et comme dans le premier degré, il y a 84% des femmes, cette discrimination est criante.

Valorisons les personnels de l'EN qui sont en première ligne pour assurer le fonctionnement de notre système éducatif. Cet objectif n'est pas atteint avec les revalorisations 2021 décevantes du ministre.

Exigeons :

- un rattrapage de 400€/mois pour tous les personnels (soit 90 points d'indice) pour compenser les pertes subies;
- une amélioration des grilles salariales et qu'elles démarrent à 2 fois le SMIC ;
- un plan pluri-annuel de revalorisation qui concerne TOUS les personnels sans exception ni contrepartie.
- l'égalité salariale entre les femmes et les hommes

**à instaurer une autre politique
d'éducation prioritaire**

Alors que les élèves des milieux populaires sont victimes de la crise sanitaire, Blanquer programme la fin de la politique d'éducation prioritaire. Les expérimentations dans 3 académies sont une première étape vers la fin de ces réseaux.

Exigeons:

- le renforcement de l'éducation prioritaire et l'augmentation des crédits des fonds sociaux ;
- des critères objectifs et partagés, sans préalable budgétaire;
- des maxima d'effectifs par classe.

URGENCE

à améliorer nos conditions de travail et d'étude

La crise sanitaire et l'application du protocole sans moyens supplémentaires ont de nouveau considérablement **dégradé les conditions de travail** des personnels et d'étude des élèves. Les conséquences sont nombreuses et lourdes :

- * augmentation du temps de travail pour les personnels travaillant dans les écoles ;
- * obligation de jongler entre protocole sanitaire et maintien du sens de leurs missions ;
- * augmentation des pressions et des tâches des directeur-trices sans aide supplémentaire... ;
- * capacités de remplacements réduites à néant et augmentation des journées sans enseignant-es ;
- * mépris pour le travail des AESH et leurs missions premières.

Les élèves continuent à s'entasser dans des **classes surchargées** au mépris des conditions sanitaires. Les apprentissages sont trop souvent dégradés, les inégalités se creusent et les remédiations par les RASED fragilisées.

Ensemble, exigeons :

- un plan d'urgence pour obtenir une amélioration des conditions de travail et d'étude ;
- des écoles et établissements à taille humaine (maxi 200 élèves ou 10 classes à l'école) et des classes ne dépassant pas 20 élèves (15 en éducation prioritaire, en maternelle ou en multi-niveaux) ;
- un budget qui crée massivement des emplois statutaires pour couvrir les besoins et permettre tous les remplacements quels qu'ils soient ;
- une réduction immédiate du temps de travail (18h de classe et 6h de concertation pour les PE) ;
- une réelle formation initiale et continue pour mieux armer les personnels ;
- un temps de décharge suffisant pour chaque directeur-trice et des postes administratifs Fonction publique d'Etat pour les aider dans toutes les écoles.

à retrouver notre liberté pédagogique

Le ministre impose aux enseignant-es ses choix pédagogiques, ses méthodes, ses formations et ses évaluations. Exigeons son départ et stoppons cette politique. Construisons les outils d'une pédagogie émancipatrice.

Exigeons :

- l'abandon des réformes réactionnaires qui font de l'École une machine de tri social fondée sur l'autoritarisme et la concurrence ;
- l'abandon des évaluations nationales Blanquer et des poursuites contre les collègues s'y opposant ;
- le respect de la liberté pédagogique des équipes ;
- un droit à la formation continue choisie tout au long de la carrière répondant à nos besoins, nos attentes et sur le temps de travail.

à stopper la précarité

Le recrutement massif de contractuel-les pour pallier les manques criants de personnels ou l'utilisation des personnels RASED pour assurer les remplacements sont inacceptables.

Exigeons :

- le recrutement massif de collègues fonctionnaires ;
- l'ouverture des listes complémentaires, l'admission de l'ensemble des admissibles aux concours internes et le réemploi de tou-ttes les non-titulaires ;
- la fin du détournement des missions des collègues RASED ou brigades REP+.